

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV° Internationale N°53 - OCTOBRE 2004 - 2 EUR



L'Internationalist

Constitution NON !

Traités européens

Europe capitaliste

Trois fois NON !

Sommaire du n° 53

- ✓ Edito. Constitution, traités européens, Europe capitaliste : NON, trois fois NON ! p. 2
- ✓ Entre sectarisme et adaptation au système. L'extrême gauche face au référendum. p.4
- ✓ Le beurre, l'argent du beurre et... le sourire des travailleurs ? p.6
- ✓ Sécurité sociale : Qui dit faillite ! Dit liquidation ! p.7
- ✓ Le chantage des délocalisations. p.8
- ✓ En Allemagne aussi les patrons délocalisent. p.9
- ✓ Journées d'actions : une vieille méthode pour empêcher la mobilisation des travailleurs. p.10
- ✓ Une croissance sans emploi. p.11
- ✓ Rentrée universitaire sur fond de précarité étudiante. p.12
- ✓ Courrier International - Elections au Etats-Unis : l'Irak divise l'impérialisme Yankee. p.13
- ✓ Argentine : Pour la libération immédiate des travailleurs du pétrole emprisonnés à Caleta Olivia ! p.16

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66
94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) :
apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web:
http://perso.wanadoo.fr/apido.gsi/

Clôture rédactionnelle le
11 octobre 2004

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Constitution, traités européens, Europe capitaliste : NON, trois fois NON !

Depuis que la "Convention Européenne" présidée par Valéry Giscard d'Estaing a laborieusement accouché de son projet de "constitution", ce texte a fait couler beaucoup d'encre et de salive. La fameuse "mise en demeure" de Laurent Fabius à Jacques Chirac en faveur d'une "Europe de l'emploi" prêterait même à rire s'il ne s'agissait d'une énième tentative de noyer le poisson quant à la réalité des traités à la base de l'UE.

Si nous suivons bien les "adversaires" de la Constitution Européenne, il suffirait d'infléchir celle-ci dans le sens de plus de social, de plus d'emplois, de solidarité et, bien entendu de "démocratie". Voilà pour les opposants de "gauche". Selon ceux de droite, il faudrait plus de souveraineté pour les états membres en assaisonnant le tout de plus de police et d'armée, tout en adressant quelques coups de menton volontaires en direction de l'Oncle Sam. Ceux-là ne nous intéressent pas, une frontière de classe infranchissable nous sépare. Attardons-nous sur le cas des premiers.

Ainsi donc, on trouve dans le PS tout l'éventail des adversaires de la Constitution Européenne. Cela va de Laurent Fabius qui s'est aperçu un beau matin (en se rasant ?) que le projet faisait l'impasse sur les "valeurs" de la "gauche", jusqu'à ceux qui "avec audace" mette en cause certains aspects de la décentralisation et des traités européens. Le mécontentement social qui s'exprime, difficilement vue la remarquable discrétion des directions syndicales, les aura très probablement aidé dans ce sens, le résultat des derniers scrutins aussi.

La colère monte car les délocalisations se multiplient, le chantage à l'emploi et aux salaires s'amplifie, les attaques contre les acquis sociaux redoublent, à chaque fois, le cadre qui sert de prétexte ou de "justification" s'appelle l'Europe. Celle de Maastricht, cela va sans dire.

Aussi, quand on se penche sur le projet

de Constitution on est pris d'une sorte de vertige devant ces 352 articles et 8 protocoles et déclarations additionnels¹. On est bien devant ce que Y. Salesse² appelle une "constitution-loi-règlement". Une Europe néolibérale, basée sur des négociations opaques et secrètes entre états membres (qui détiennent la réalité du pouvoir au sein des institutions européennes à travers le Conseil des Ministres et les Conférences Inter-Gouvernementales) ; une Europe qui assure réellement la promotion d'un seul principe "l'économie de marché ouverte dans laquelle la concurrence est libre et non faussée".

L'ouvrage cité démonte assez bien à la fois la dangereuse mécanique de l'UE telle qu'elle est et de l'UE telle qu'elle serait après l'adoption de cette "Constitution". On est loin effectivement du "gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple" à la base de la démocratie bourgeoise "classique", parlementaire³. C'est pourquoi le gouvernement et certains médias inquiets de la tournure du débat font profil bas et cherchent à "amortir" le caractère anti-démocratique d'une telle "constitution" en la rebaptisant "traité constitutionnel", comme s'il ne s'agissait "que" d'un traité européen de plus...

Pourtant, contrairement à ce que nous expliquent les partisans du "non" au PS, le PCF ou Verts, il ne suffit pas d'instiller du social et de la démocratie dans la "constitution" pour la rendre acceptable. Ajouter une cuillerée de miel dans un tonneau de goudron ne change rien à la nature du goudron, n'est-ce pas ? On mesure ici toute la rouerie dont sont capables les valets du capital.

Il faut en effet rappeler que la "Convention Giscard" a surtout travaillé à réaliser une compilation des traités existant.... Aussi, que pense L. Fabius de ces traités, lui qui a signé "personnellement" l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'UE comme Premier ministre, ainsi qu'il l'a rappelé

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

sur France 2 ce jeudi 9 septembre ? Que faut-il faire de ces traités qui instituent tout ce qu'il "dénonce"... et tout ce qu'il approuve aussi ? Le Traité de Maastricht-Corfou-Amsterdam-Nice, la Convention de Schengen, le Pacte de Dublin dit de "stabilité", etc. Comme marxistes, **nous pensons qu'ils doivent être abrogés, tout simplement !**

Pour autant, il ne suffit pas de dire "non" au projet de Constitution de l'UE ! Ce serait rester au milieu du gué car l'essentiel des éléments que contient la "Constitution européenne" sont déjà en vigueur.

Ainsi, la politique de "régulation des flux migratoires", le démantèlement et la privatisation des services publics, cette "concurrence" qui renforce les monopoles privés et pousse les travailleurs toujours plus loin dans la course à la misère, la privatisation des systèmes de protection sociale (santé et retraite...), la privatisation de la santé et de l'éducation, la prolifération des polices privées et des sociétés de mercenaires sous prétexte de leur "encadrement" législatif, bref la socialisation des pertes et la privatisation des profits et, au nom du "moins d'Etat" le renforcement et la multiplication de l'appareil répressif, la criminalisation de l'action syndicale, **tout cela c'est déjà le cadre et la politique de l'UE.**

La décentralisation, mise en oeuvre par P. Maurois, Premier ministre de Mitterrand, en 1981 est systématiquement approfondie et

étendue par tous les gouvernements. Elle est **l'arme idéale de la privatisation des services publics et de leur démantèlement.** Elle sert à encadrer la remise en cause du Code du travail, des conventions collectives et du Statut de la fonction publique d'Etat. Les lois constitutionnelles de Raffarin ont donné une impulsion décisive dans ce sens.

En relation avec le Comité des régions de l'UE, les fonds structurels européens sont là surtout pour accompagner et financer cette politique de privatisation "progressive", par secteurs et par zones géographiques. Ce dispositif est conçu de façon à éviter une riposte ouvrière d'ensemble, de manière à permettre une meilleure adaptations aux attentes patronales locales, en faisant jouer à plein les possibilités de... délocalisations par le biais d'une véritable mise en concurrence des collectivités locales.

La "Constitution" donnerait à cette politique un caractère irréversible et "au dessus" des lois, puisque de nature... constitutionnelle. Ne resterait alors qu'à élire "démocratiquement" des femmes et des hommes pour appliquer une politique intangible, la "seule politique possible" selon les ultra libéraux...

Le livre de Salesse rappelle aussi une réalité qui échappe souvent à la sagacité des commentateurs et des militants : **la bourgeoisie européenne n'existe pas et le capital conserve une base nationale**, avec comme conséquence qu'il n'existe pas d'Etat

européen au sens de l'Etat fédéral aux USA.

Notre but n'est pas substituer un Etat bourgeois européen aux états bourgeois d'Europe. C'est bien là où nous cessons de suivre Salesse qui appelle de ses voeux un tel Etat... capitaliste forcément ! Car l'union de toute l'Europe, la vraie, les Etats-Unis Socialistes d'Europe, ne peut être construite que *contre* l'UE et *contre* les états qui en son membres, dans le cadre d'une **mobilisation révolutionnaire.**

Dans une période marquée par la crise structurelle du système capitaliste, par l'aggravation des affrontements inter-impérialistes et l'aiguïsement de la lutte des classes, la seule force sociale et politique qui puisse dépasser le cadre des frontières nationale est le prolétariat.

C'est la seule classe qui soit historiquement porteuse d'un véritable internationalisme et qui, se débarrassant de la propriété privée des moyen de production et de la concurrence, puisse poser les bases d'une authentique Europe unie, les Etats-Unis Socialistes d'Europe, dans le cadre d'une Fédération Socialiste Mondiale.

C'est pourquoi le seul "non" anticapitaliste que puisse donner la classe ouvrière, dans toute l'Europe et dans chaque pays d'Europe c'est :

**Non à la Constitution européenne ou "traité constitutionnel" !
Non aux traités européens !
Non à l'Europe capitaliste Maastricht !
Pour les Etats-Unis Socialiste d'Europe !**

¹Texte publié par les Presses Universitaires de France, volume numéro 3689, visible aussi à <http://european-convention.eu.int/docs/Treaty/cv00850.fr03.pdf>

²Membre du Conseil d'Etat et coprésident de la Fondation Copernic, membre du cabinet de François Gayssot, Ministre PCF des Transports du gouvernement Jospin de 1997 à 1999 - Manifeste pour une autre Europe, Ed. du Félin, Paris 2004.

³D'où l'effet involontairement comique - ou volontairement cynique - de la citation de Thucydide ouvrant le préambule : "*Notre Constitution... est appelée démocratie parce que le pouvoir est entre les mains non d'une minorité, mais du plus grand nombre.*".

Entre sectarisme et adaptation au système. L'extrême gauche face au référendum.

Le national-trotskisme de LO...

A l'occasion de ce référendum, à l'heure où nous rédigeons cet article, LO semble s'orienter, comme d'habitude sur cette question, de plus en plus vers une position « d'indifférence ». Derrière un discours ouvriériste, se cache en fait le profond national-trotskisme de LO.

Ainsi la « fraction » déclare dans Lutte de classe N°82 : «*En fait cette question de la constitution européenne tombe même à pic pour un PS qui n'entend surtout pas s'impliquer dans les luttes sociales immédiates et urgents. Quoi de mieux qu'un « éventuel objectif – obtenir un référendum sur la constitution européenne - qui semble moins lointain que les élections de 2007 mais maintiendrait l'attention des électeurs sur le bulletin vote ?* Ce n'est pas faux et nous partageons en partie cette analyse. Mais maintenant que ce référendum antidémocratique (comme toutes les élections dans le cadre du système capitaliste...) est là, pourquoi ne pas se saisir de celui-ci pour faire avancer la cause du socialisme en défendant auprès des travailleurs la seule alternative crédible pour eux : **les Etats-Unis Socialistes d'Europe**. Car c'est seulement en s'armant d'une perspective internationaliste que nous pourrions répondre réellement, entre autre, au problème des délocalisations.

C'est seulement en s'armant d'une perspective internationaliste que nous pourrions combattre réellement l'impérialisme. C'est seulement en armant les travailleurs d'une perspective internationaliste que nous pourrions les aider à faire aboutir leurs mobilisations. C'est seulement en armant les travailleurs d'une perspective internationaliste pour le socialisme que nous pourrions combattre « la seule politique

possible ». Sans perspective politique et organisationnelle internationaliste (en l'occurrence la construction de la IV^e Internationale) la politique de LO et la position de la Fraction, enfermés dans un carcan nationaliste parasyndical débouchent sur une impasse.

Ainsi la Fraction de LO ajoute à propos du référendum : « *Un objectif enfin qui est un leurre parfait pour les travailleurs et les militants qui, s'ils s'y faisaient prendre, seraient ainsi détournés des vrais problèmes comme des vrais terrains de lutte ? Ainsi il y a dix ans, on a voulu faire croire à l'importance d'un référendum sur le traité de Maastricht* (ndlr : souligné par nous, idem) ».

Mais alors pourquoi LO a-t-elle siégé au parlement européen pendant cinq ans !? N'a-t-elle pas détourné les travailleurs des vrais problèmes ? Nous pensons que oui car, **à aucun moment, les députés LO n'ont servi de levier internationaliste pour les luttes et l'organisation des travailleurs à échelle internationale.**

Décidément il est bien difficile de trouver un clivage sérieux entre la fraction de LO et la direction de LO. Alors que pour Trotski l'internationalisme prolétarien était l'acquis essentiel de la III^e Internationale sous Lénine et devait vertébrer toute l'action des révolutionnaires, pour les militants et la direction de LO elle devient une question anecdotique ou secondaire.

L'adaptation à l'impérialisme de la LCR

Non, il n'est pas minuit dans le siècle ! Tous ceux qui à « l'extrême gauche » ne se sont pas remis de la triste défaite électorale des listes LCR-LO et qui cherchent dans la campagne pour le non à la

constitution européenne une potion magique pour guérir leur démoralisation se fourvoient.

Car on ne peut taire le bilan sociale et pro-patronal du gouvernement de gauche plurielle au nom de l'unité et du réalisme et franchir ainsi le Rubicon de la frontière de classe.

Déjà : « Lors du second tour de l'élection présidentielle, le "sursaut républicain" du 21 avril 2002 orchestré par l'ex gauche plurielle (PS, PC, Verts) contre le "danger fasciste" a permis de sauver le régime antidémocratique de la 5^e république. De la droite à l'extrême gauche (LCR) tous se sont empressés de sauver les meubles des institutions bourgeoises pour le plus grand profit du MEDEF. Les partis de l'ex gauche plurielle et la LCR n'ont pas hésité à faire croire aux travailleurs qu'ils avaient intérêt, comme les patrons (représentés par les partis de la bourgeoisie), à défendre ce régime. **Ensemble ils ont organisé la confusion idéologique et remis en cause un des principes fondateurs du marxisme révolutionnaire : l'indépendance de classe (...)** (éditorial de *L' internationaliste* n° 52). »

Et nous ajoutons : « L'échec aux régionales des listes LO-LCR ne pourra servir de leçon pour les européennes que si ces deux organisations se décident enfin à modifier radicalement leur approche. Elles doivent abandonner les formules creuses comme la "démocratie participative", la "réforme démocratique et solidaire de l'Europe". Concrètement ces mots d'ordres, comme celui "d'Europe sociale" avancé par la LCR, le PS et le PC enferment les travailleurs dans une voie sans issue, celle d'une supposée réforme démocratique du système. **LO-LCR doivent organiser leur combat autour du**

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

mot d'ordre des Etats Unis Socialistes d'Europe (et pas seulement en parler). Elles doivent le combiner avec la lutte pour l'abrogation des lois sur la décentralisation, et celle pour la construction d'un parti révolutionnaire pour le socialisme international. ».

A l'occasion de ce référendum, la LCR se positionne ouvertement pour une réforme du système capitaliste...contre les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Et affirme que : *«un pôle rassemblant l'ensemble des forces sociales et politiques disposées à se faire l'écho du choix de société porté par les mobilisation sur le continent , et à défendre résolument une politique de rupture avec la dictature de la finance. Notre engagement dans le collectif constitué autour de la fondation Copernic a ce sens : favoriser un « non » anticapitaliste et antilibéral. »* Et, comme Fabius, Buffet et consort, la LCR se prononce pour : *« Une Europe sociale, qui aligne par le haut les conquêtes des travailleurs (...) Une Europe démocratique, issue d'un processus constituant donnant aux peuples les moyens de décider de leur avenir* (ndlr : souligné par nous ; C.Piquet, *La bataille du non*, Rouge 06/10/04) ». Exit la question du contrôle ouvrier sur la production, les questions de l'expropriation et de la planification socialiste. Exit le problème de la propriété privée des moyens de production, car sans expropriation de la bourgeoisie, sans le contrôle de tous les leviers économiques par les travailleurs, il ne peut y avoir de « démocratie » ou plutôt de démocratie ouvrière.

« La réaction démocratique à la française a fait - et fera encore - des dégâts dans les rangs de la "gauche révolutionnaire française". Car aujourd'hui, nombreux sont ceux qui nient le caractère féroce, violent et barbare que prend l'affrontement entre les classes. Nombreux sont ceux qui nient les rapports de forces entre les classes en se cachant derrière des formules politiquement creuses comme la "république une et indivisible", la "république sociale",

la "démocratie jusqu'au bout", la "démocratie participative" ou "l'Europe sociale"... **Nombreux sont ceux qui ne veulent plus de partis léninistes pour la prise du pouvoir par l'action direct des travailleurs. Aujourd'hui la question est posée : s'agit-il "d'approfondir" la "démocratie bourgeoise" ou de renverser l'Etat bourgeois et se battre pour une société socialiste. Oui, pour nous l'alternative reste le socialisme ou la barbarie (idem) ».**

La politique du désespoir.

La vérité est toujours révolutionnaire et il est bon de rappeler que le gouvernement de gauche plurielle a ouvert la voie à la droite. Ou, dit autrement, la gauche plurielle a mené une politique à la Thatcher, ou à la T.Blair, aux choix..! La politique du gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy n'est que l'aboutissement logique de la politique antiouvrière mené en son temps par la gauche plurielle.

Nous ne ferons pas le jeu de ceux qui face aux violentes attaques du gouvernement et face au vide politique laissé par LO-LCR-PT s'en remet, en désespoir de cause, au PS, ou à un quelconque « sauveur », comme si c'était « mieux que rien ». Nous ne ferons pas le jeu des « antilibéraux » qui font de ce référendum une fin en soit pour enfermer les travailleurs dans l'utopie réactionnaire de « l'Europe sociale » en leur laissant le « choix » entre la version de Fabius, celle de Buffet ou toute autre version. Nous ne ferons pas le jeu de ceux qui en désespoir de cause tablent sur un retour au pouvoir de la momie gauche plurielle... en 2007. Nous ne ferons pas le jeu de ceux qui parient sur une hypothétique rupture "de gauche" du PS dans le but de faire émerger une nouvelle force "néo-réformiste". Pour le PS, le PC, les Verts, il s'agit de fermer toute perspective de rupture avec le capitalisme, il s'agit aussi d'assurer la paix sociale à la bourgeoisie jusqu'en 2007, aidés en cela par les bureaucraties syndicales. Le marché n'est-il pas l'état naturel de la société ? Le plus grave c'est qu'aujourd'hui la seule politique possible semble faire des émules à

l'extrême gauche.

Par ailleurs, le 15 juillet, le comité directeur de la CES a dit oui à la constitution car elle signifierait, d'après lui un « progrès ». La CES a défendu l'incorporation de la très réactionnaire « charte des droits fondamentaux » dans le traité comme une avancée sociale...

A travers ce référendum, le PS, le PC, les appareils bureaucratiques liés à la CES (en particulier CFDT, CGT, FO) et le gouvernement canalisent le mécontentement sociale et l'enferme dans une voie sans issue pour les travailleurs : celle d'une soit- disant réforme « démocratique » du système.

Voilà pourquoi, le contenu qui sera donné à notre campagne pour le non sera fondamentalement anticapitaliste et donc... pour le socialisme.

Un non anticapitaliste

Pour nous, il s'agit donc d'expliquer à travers cette campagne les impasses du capitalisme, tout en dénonçant la barbarie du système, et la nécessité du socialisme et de la construction d'une véritable internationale révolutionnaire. Cette question est pour nous incontournable. Pour nous il s'agit d'ouvrir une véritable alternative politique internationale (c'est-à-dire de rupture avec le capitalisme).

Nous pensons que ce référendum doit être une tribune pour les révolutionnaires afin d'ouvrir une véritable alternative de classe en terme de perspective de lutte et d'organisation. C'est pourquoi il faut dire non à la Constitution Européenne et exiger en même temps l'abrogation de tous les traités (y compris de ceux signés par la gauche plurielle...) ainsi que des lois constitutionnelles sur la décentralisation. Sans perspective de lutte et d'organisation, toute consigne de vote est, pour nous, dénuée de sens.

Le beurre, l'argent du beurre et... le sourire des travailleurs ?

Depuis son adoption, et par le biais de multiples accords d'entreprise, la "loi Aubry" sur "l'aménagement et la réduction du temps de travail" a été le principal levier de la remise en cause du Code de travail. En effet, la "loi Aubry" a permis de s'attaquer encore plus violemment aux acquis des travailleurs, à tel point que, paradoxalement, face à l'attaque du MEDEF et du gouvernement, bien des militants en arrivent désormais à la défendre comme un "moindre mal", en quelque sorte.

Monsieur le baron Seillères a les dents longues, tout le monde le sait. Pourrait-il en être autrement quand on sait que tout est fait, et pour aiguiser les appétits du patronat, et pour les satisfaire. Guillaume Sarkozy, bras droit du patron du MEDEF, et frère de Nicolas qu'on ne présente plus, à beau se désoler de ce que "le gouvernement n'a rien fait pour l'entreprise", force est de constater que les coups redoublent contre les travailleurs, les retraités et les chômeurs.

Pourtant, selon Seillères et Sarkozy, les remises en cause ne sont toujours pas assez nombreuses ni profondes ; elles ne vont pas assez vite. Dans le collimateur des tireurs d'élite du MEDEF, la "loi Aubry" est aujourd'hui une cible de choix... Toute la "loi Aubry" ? Non ! N'a-t-elle pas permis un approfondissement de la flexibilité, le gel des salaires, le versement de grasses aides publiques aux "entreprises"...? Des cadeaux que ni Raffarin, ni Seillères, ni les frères Sarkozy ne sauraient chercher à mettre en cause.

Non, le problème est ailleurs. Le MEDEF veut tout simplement pérenniser certains aspects de la loi Aubry et en aggraver d'autres. Pérenniser les aides publiques qui arrivent à terme au cours de l'année 2004, faire sauter toute référence à une durée légale du temps de travail, obtenir par là la fin de toute notion d'heure "complémentaire" à défaut

d'heure "supplémentaire". Pouvoir, en fin de compte, faire varier salaire et temps de travail à la guise des patrons, voilà le but. En supprimant toute référence à une durée de travail légale, la bourgeoisie mettrait fin automatiquement à l'existence d'un salaire minimum... et rendrait, *ipso facto*, le Code du travail caduque.

Comme d'habitude, Seillères, issu de l'aile du MEDEF représentant la haute finance, en appelle à la masse des petits patrons, ceux des PME, des "entreprises individuelles", la masse des sous-traitants qui se battent comme des chiens pour "bénéficier" des miettes que leur laissent les monopoles de l'industrie et des services qui, eux, signent les gros contrats et à qui échoient les grands marchés publics.

Les petits patrons réclament, alors, que les salaires baissent et que la flexibilité augmente, pour pouvoir satisfaire les attentes de leurs "clients", les gros patrons. C'est finement joué, mais ce n'est pas une nouveauté. En période de crise, le système capitaliste, intensifiant l'exploitation du travail salarié, tend à faire disparaître la petite bourgeoisie en l'assimilant au prolétariat et en l'utilisant contre le prolétariat. Ainsi, la grande bourgeoisie sous-traite tout, même la défense de ses intérêts fondamentaux !

En bas de l'échelle, les travailleurs y gagnent en liberté, dicit Chirac : " (...) *il faut plus de liberté pour les travailleurs et notamment pour ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus et plus de liberté pour les entreprises afin de mieux s'adapter aux marchés et aux développements.*" (Interview télévisée du 14 juillet 2004¹). Bref, des travailleurs moins nombreux qui travaillent plus longtemps, des chômeurs plus nombreux dont les indemnités de chômage baissent... et des entreprises dont les patrons se goinfrent des "stock options" et dont les actionnaires empochent des

dividendes en hausse. Voilà la vision chiraquienne de la liberté.

Devant un tel tableau, on pourrait s'attendre à ce que les dirigeants des grandes centrales syndicales qui regroupent, ensemble, 9% des travailleurs de ce pays, donnent de la voix. Cela leur permettrait peut-être de voir repartir à la hausse leurs maigres effectifs. Eh bien, non ! Voyez-vous, il faut défendre la "loi Aubry", s'écrient-ils en coeur (ou peu s'en faut) !

Il y a quelques années, des syndiqués nombreux, des structures syndicales entières avaient "tiré le signal d'alarme" car ils avaient pressenti ce qu'allait donner cette loi, même si L. Viannet, alors secrétaire général de la CGT, s'était évertué à la présenter comme "un point d'appui pour les travailleurs". Aujourd'hui, il est grand temps de tirer le bilan des dégâts que la "loi Aubry" a causés pour des millions de travailleurs : des "repos RTT" (quand ils existent ; ce qui, dans des branches entières, n'est pas le cas), remis en cause au moindre prétexte, la flexibilité, le gel des salaires, le chantage aux délocalisations et aux licenciements...

Maintenant qu'il a le beurre, le patronat réclame l'argent du beurre... Mais le sourire des travailleurs, il peut toujours l'attendre car, pour eux, la seule issue possible est celle de la mobilisation unie pour imposer :

**La réduction du temps de travail sans perte de salaire de façon à résorber totalement le chômage !
L'augmentation générale des salaires !**

¹http://www.elysee.fr/cgi-bin/auracom/aurweb/search/file?aur_file=discours/2004/IT040714.html

Sécurité sociale :

Qui dit faillite ! Dit liquidation !

"En démontrant la faillite de notre système, je souhaite que chaque français prenne conscience du désastre" (Philippe Douste Blazy avril 2004 les échos). Selon lui le déficit de l'assurance maladie atteindra 12 milliards d'euros cette année soit 23000 euros chaque minute.

Sa réforme côté assurés

Un forfait de 1 euro sur chaque acte médical, soit 7 euros non remboursés, sur une consultation de 20 euros. L'augmentation du forfait hospitalier de 1 euro par an pendant 3 ans. L'obligation de choisir un médecin traitant et d'en informer la Sécu. L'obligation de ne plus consulter directement un spécialiste. L'obligation de présenter son dossier médical au médecin. L'obligation de s'en tenir à un protocole de soins (assurés à 100%) et en cas de nos respect baisse des remboursements. Augmentation de la CSG pour les salariés en activité et les retraités.

Sa réforme côté patrons

L'effort demandé : 1 milliard d'euros alors qu'ils bénéficient de 20 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales.

Plus on est malade plus on paiera

C'est une réforme purement économique, de rationnement de soins

en fonction des moyens financiers. Plus on est malade plus on paiera. Elle fait la part belle aux patrons et aucune mesure n'est prise pour stopper la sur enchère des grandes industries pharmaceutiques, le business des hôpitaux et cliniques privées. A peine promulguée, on parle déjà de déficit record cette année.

Une grande campagne de culpabilisation

Selon un rapport de la cour des comptes publié la semaine dernière, nous serions responsables d'abus, de gaspillages, d'arrêts de travail trop nombreux, et elle préconise de ne plus rembourser à 100% certains médicaments. Les personnels de la sécurité sociale eux aussi sont dans la ligne de mire, ils ne seraient pas assez productifs! la méthode est toujours la même quelque soit le gouvernement, gauche plurielle ou droite. C'est le recours à la désinformation, la propagande, pour culpabiliser les travailleurs afin de justifier les réformes. Quand ce n'est pas les retraités "nantis" qui coûtent trop cher car ils vivent trop vieux, ce sont les salariés qui s'arrêtent trop ! Cette grande campagne de culpabilisation n'a qu'un but, nous préparer à de nouvelles mesures de rationnement des soins. A parier que le deuxième projet de loi en préparation sur le financement de la Sécurité sociale, et qui doit être examiné prochainement par le parlement tiendra compte des recommandations de la cour des

comptes.

Une privatisation annoncée

Si d'ici 2007 l'équilibre financier n'est pas rétabli le ministre évoque un changement de système. Il faudrait alors faire dépendre le niveau des remboursements du niveau des ressources. La boucle est bouclée. La liquidation de la sécurité sociale basée sur le principe de la solidarité est annoncée. Sa privatisation est en marche car c'est bien de cela dont il s'agit ! Les assureurs privés peuvent se frotter les mains.

Faire échec au gouvernement

Face à cette grande entreprise de destruction de notre système de santé pour un système totalement voué aux intérêts des capitalistes, conformément aux injonctions de Maastricht, le silence des organisations syndicales est lourd de conséquences. Elles se sont contentées d'appeler ci et là à des journées d'actions sans lendemain permettant ainsi au gouvernement d'aller de l'avant.

La seule riposte aujourd'hui et la mobilisation dans l'unité pour faire échec aux plans gouvernementaux, pour sa gestion par les travailleurs, pour un droit à la santé égal pour tous.

Marinette

Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :
Adresse :
Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'Internationaliste - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Le chantage des délocalisations

Les mots ont une signification. Même si les idéologues de la bourgeoisie ont entrepris depuis longtemps d'opérer des "retournements sémantique", il reste qu'au delà des discours, les faits sont les faits. Même si en vertu de ce tour de passe-passe le patron est devenu *dirigeant* d'entreprise et le dirigeant d'un syndicat en est désormais le *patron*. A travers les délocalisations les patrons exercent un authentique *chantage*.

Le mot a fait bondir les *patrons* adhérents du MEDEF et les *dirigeants* de cette organisation patronale. Pourtant, ces gens là ne nous avait pas habitué à tant de précautions verbales, eux qui n'hésitent pas, depuis plus de 10 ans à se déclarer *pris en otages* lors des grèves de fonctionnaires ou d'agents de la SNCF, d'Edf et autres. Comme R. Barre, Premier ministre de Giscard d'Estaing, s'était laisser aller à traiter les mêmes fonctionnaires de *nantis* (parce qu'ayant un emploi) alors qu'il s'évertuait à désigner les riches comme membres des *classes moyennes*.

De même nous devons nous défier de l'étiquette de *patrons voyous* qui pourrait suggérer, en quelque sorte, qu'il existe de "bons" patrons respectueux des lois et de "mauvais" qui ne les respectent pas : que penser des patrons qui respectent la loi, mais qui ne respectent pas pour autant leurs employés ? Que penser des patrons de STMicro. qui ont récemment déménagé leur installations de Rennes vers Singapour sous la protection des CRS ? Ils ont encaissé les fonds public puis, comme la loi les y autorise, ils ont décidé que leurs actionnaires devaient gagner plus en exploitant plus durement des travailleurs à l'autre bout du monde, en toute légalité encore une fois.

Que penser de cette multinationale de l'équipement automobile qui a réussi à imposer une augmentation du temps de travail à ses employés de Vénissieux sous la menace d'une délocalisation en République Tchèque où les ouvriers du secteur sont payés

30 fois moins cher ? La direction de Bosch ne dit pas si elle avait l'intention de multiplier par 10 les salaires en République tchèque, mais on peut gager que non, "pour éviter l'inflation" sûrement...

Comme deux syndicats n'avait pas signé (CGT et FO) le direction de Bosch a organisé un référendum d'où il fallait que sortent 90% (!) de "oui". De toute façon, sur 820 emplois, 100 étaient supprimés, quoi qu'il arrive, pour que tous comprennent bien que le patron n'entendait pas en rester là. Combien de boîtes ont purement et simplement été fermées peu de temps après que les travailleurs, face à un chômage en hausse vertigineuse, aient accepté de céder à ce type de chantage ?

Lesdits employés de Vénissieux avaient-ils le choix ? A Palerme on appelle cela "une proposition qu'on ne peut pas refuser", quelle belle expression pour *chantage* ! Pourtant c'est une *proposition* légale puisqu'il suffit de signer un accord d'entreprise pour l'entériner. Un chantage légal quelle qu'en soit les "justifications" ou les prétextes.

Le *patron* du MEDEF, M. Seillère, s'est offusqué de l'emploi du terme. Il paraît que les "réalités économiques" imposent de "réduire les coûts de production" et que c'est le client qui décide. Si le "client" décidait quoi que ce soit dans un monde dominé par des monopoles qui imposent leur décisions et leurs orientations cela se saurait.

Toutefois, cet aspect du problème mérite d'être approfondi car un des aspects les plus visibles de la mondialisation financière est la mise en concurrence des ouvriers et des employés à une échelle de plus en plus large qui peut être la planète entière. Dans ces conditions, les travailleurs sont poussés dans une véritable course à la misère au terme de laquelle le patron qui gagne est celui... qui ne paie pas ses employés.

La mondialisation pousse à la ré-

introduction de l'esclavage. Cette forme d'exploitation tend à se développer partout dans des proportions et des rythmes inégaux. L'explosion du travail carcéral en Chine et aux USA peuvent être des exemples du travail forcé organisé par l'Etat au profit des entreprises privées, une forme d'esclavage.

D'après la Banque Mondiale, l'économie de *tous* les pays doit être tournée vers l'exportation et donc *tous* les pays *doivent* exporter plus qu'ils n'importent. Cela revient à dire que les habitants de la Lune ou de Mars doivent importer. Dire que ces gens ose traiter les marxistes d'utopistes.

Le problème à ce stade est que, comme le système capitaliste satisfait les demandes solvables (et non les besoins sociaux), la baisse des salaires, conséquence des délocalisations, tend à faire se restreindre les marchés, sans compter que, si des pays exportent, d'autres doivent importer. En poussant cette logique jusqu'à l'absurde, des travailleurs à revenu nul ont un pouvoir d'achat nul et les marchés ont tendance à s'effondrer.

Il s'agit encore une fois de la démonstration de l'affirmation de Trotsky selon laquelle les forces productives ont cessé de croître, ceci bien entendu à l'échelle du monde. La masse des travailleurs rejetés hors du processus de production ne fait qu'augmenter, les forces productives tendent à être détruites, c'est à ce prix que le capitalisme veut assurer sa survie. Depuis longtemps ce mode de production est arrivé au terme du progrès qu'il a pu représenter pendant toute une époque pour l'humanité.

Cette époque est révolue depuis longtemps. La fin du XIXème siècle a correspondue avec la fin de l'expansion territoriale du capitalisme. En entrant dans l'ère de l'impérialisme, chaque développement d'une quelconque puissance capitaliste ne peut se faire qu'au détriment des autres, c'est une guerre de tous contre tous, perpétuelle. Cette guerre a connu

(Suite de la page 8)

des accès de fureur en 1914 et en 1939 et bien d'autres moins "spectaculaires" mais, mis bout à bout, tout aussi dévastateurs.

Les délocalisations sont donc bien un chantage, un chantage au bout du compte meurtrier, une des nombreuses plaies du système capitaliste pourrissant. Aujourd'hui l'issue n'est pas dans les multiples

tentatives pour panser ces plaies ou domestiquer un capitalisme sauvage, non. Elle réside dans le combat pour construire un outil permettant d'en finir avec le système capitaliste.

En Allemagne aussi les patrons délocalisent

Chez Daimler Chrysler

La direction menace de délocalisation à Brême et à East London (en Afrique du Sud) pour réduire les coûts de production de 500 millions d'euros par an, si les ouvriers de l'usine de Sindelfingen-Stuttgart (Bade-Württemberg) n'acceptent pas de renoncer à la "pause-pipi" de 5 minutes toutes les heures et une clause qui garantit des primes de travail tardif de 15% aux salariés commençant d'après IG Metall. Daimler a fait 5,7 milliards d'euros de bénéfices l'an dernier.

Grève de 60 000 ouvriers sur les différents sites (Daimler emploie 160 000 ouvriers dans toute l'Allemagne, dont 41 000 à Sindelfingen et 15 500 à Brême, 20 900 à Untertürkheim, également dans la région de Stuttgart, et 5200 à Düsseldorf.).

La participation des ouvriers à Brême, où pourtant étaient supposés arriver 6000 des emplois pouvant être supprimés à Stuttgart a également été forte.

Chez Siemens

Dans les usines de Bocholt et Kamp-Lindfort retour aux 40 heures sans compensation de salaire " en échange " de la non-délocalisation en Hongrie.

En Bavière

Les fonctionnaires vont passer de 39 à 42 heures.

Dans la métallurgie, une quarantaine de projets d'assouplissement des horaires de travail seraient déjà à l'étude. Siemens a ainsi récemment obtenu le retour aux 40 heures de travail hebdomadaire, sans compensation salariale, dans deux sites de fabrication de téléphones employant 4.500 personnes, en échange de l'abandon d'un projet de délocalisation en Hongrie.

Karstadt : Sarrebruck s'en tire bien

Et tout d'abord le point sur les problèmes que connaît actuellement le

groupe Karstadt. La direction du géant de la grande distribution en Allemagne a ce matin confirmé la mise en place d'un plan d'assainissement. Karstadt va abandonner plus du tiers de ses magasins. Toutes les grandes surfaces de moins 8000 m² seront vendues. Karstadt se sépare également de plus de 300 boutiques. On ignore s'il y aura des licenciements. Pour l'instant les partenaires sociaux négocient un plan social pour 4000 salariés du groupe. Mais les syndicats parlent de 8.500 emplois qui seraient menacés. En ce qui concerne la Sarre, le Karstadt de Sarrebruck n'est pas menacé de fermeture. C'est une excellente nouvelle pour la ville. Le groupe a investi 600.000 euro dans des rénovations du magasin qui situé en plein centre. Par contre, le magasin de Sarrebruck ne devrait pas échapper aux compressions de personnel.

Le nombre d'entreprises allemandes cherchant à allonger le temps de travail continue à augmenter: le voyageur allemand Thomas Cook va réintroduire la semaine de 40 heures, tandis que la principale chaîne de grands magasins, Karstadt, demande les 42 heures.

Chez Thomas Cook, détenu à parité par le groupe de distribution Karstadt-Quelle et par la compagnie aérienne Lufthansa, un accord a été signé prévoyant le passage pendant un an, avec option d'une année supplémentaire, de 38,5 heures de travail par semaine à 40 heures, en raison des difficultés financières de l'entreprise, a indiqué jeudi le syndicat de branche Verdi.

Seule compensation prévue: les heures supplémentaires travaillées seront inscrites dans un compte-temps et rémunérées au tarif normal (sans les primes d'heures supplémentaires) lorsque le voyageur sera revenu dans le vert. Au cours de son dernier exercice fiscal écoulé, le groupe a essuyé une perte nette de 251 millions d'euros.

Les magasins Karstadt, filiale de Karstadt-Quelle, font également pression en ce sens et réclament à leurs 47.000 salariés le retour à la semaine de 40 ou 42 heures, sans compensation. Il est nécessaire d'allonger le temps de

travail hebdomadaire jusqu'à 40 ou 42 heures, a déclaré leur patron Helmut Merkel dans une interview au quotidien régional WAZ. Actuellement, le temps de travail moyen dans les magasins se situe entre 37 et 38 heures.

En échange, l'entreprise fait miroiter une réduction d'un plan de suppression de 4.000 emplois d'ici 2006. Karstadt et Thomas Cook s'engouffrent à leur tour dans une brèche ouverte récemment par le groupe Siemens qui a obtenu le passage sans compensation salariale de 35 à 40 heures dans deux sites, en échange de l'abandon d'un projet de délocalisation.

La liste des entreprises qui cherchent à allonger le temps de travail dans le pays s'allonge de semaine en semaine: le fabricant de matériel de chauffage Viessmann, le géant agro-alimentaire suisse Nestlé, les équipementiers automobiles Continental et Bosch, qui vient par ailleurs de conclure un accord en ce sens en France, ou encore le conglomérat MAN. Dans le cas de MAN, le comité d'entreprise a toutefois rejeté jeudi tout retour aux 40 heures, accusant la direction d'avoir "considérablement fragilisé la paix sociale dans l'entreprise" par ses revendications.

En parallèle, chez le constructeur automobile Daimler-Chrysler, un conflit social a éclaté à propos d'un plan d'économies de 500 millions d'euros de la direction, qui menace, faute d'accord, de supprimer 6.000 emplois sur son principal site Mercedes en Allemagne.

Le gouvernement veut aussi les 40 heures. La pression en faveur de l'allongement du temps de travail ne provient pas seulement du secteur privé. Le gouvernement veut faire passer le temps de travail des fonctionnaires fédéraux de 38,5 à 40 heures à partir d'octobre, tandis que plusieurs Etats régionaux ont entrepris de porter la semaine de travail de leur fonction publique à plus de 40 heures, comme la Bavière et la Hesse. Une voie que la compagnie publique des chemins de fer Deutsche Bahn voudrait aussi emprunter.

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

Du coup, les syndicats allemands se mobilisent. Le premier d'entre eux, Verdi (services) a dénoncé les pressions patronales sur le temps de travail, estimant que cela conduirait à davantage de chômage. Le temps moyen de travail hebdomadaire en Allemagne se situe à 37,7 heures, soit une heure de moins seulement que la moyenne de l'UE, et la durée effective de travail (incluant les heures supplémentaires) est déjà à 40 heures, a fait valoir le syndicat.

Social

Opel envisage un retour à la semaine de 40 heures en Allemagne. Le constructeur automobile Opel est venu grossir les rangs des entreprises allemandes demandant le retour à la semaine de travail de 40 heures, sans compensation salariale, dans un climat social déjà lourd dans le pays. Le constructeur automobile Opel est venu vendredi grossir les rangs des entreprises allemandes demandant le retour à la semaine de travail de 40 heures, sans compensation salariale, dans un climat social déjà lourd dans le pays. La filiale déficitaire de l'américain General Motors a proposé à ses quelque 32.000 salariés de porter la semaine de 35 à jusqu'à 40 heures sans revalorisation, a-t-il indiqué vendredi.

Le groupe confirmait ainsi des informations publiées par le quotidien Bild-Zeitung. "Le catalogue de mesures (citées par le journal) est conforme à la réalité", a indiqué une porte-parole.

Selon Bild-Zeitung, Opel a proposé soit le passage à jusqu'à 40 heures payées 35, soit des coupes diverses dans les acquis passant de facto par un gel des salaires jusqu'en 2009, et la réduction ou la suppression de primes, en particulier pour les heures de nuit ou de soirée. Après Mercedes et Volkswagen, Opel, qui essuie des pertes, est le troisième grand constructeur automobile allemand à demander ainsi des sacrifices financiers et sur le temps de travail à son personnel.

Toutefois, à la différence de la filiale de GM, Mercedes et VW ne parlent pas d'une augmentation généralisée du temps de travail, dans un secteur, l'automobile, où la semaine de 35 heures avait été obtenue de haute lutte dans les années 1990. Il n'y a pas de durée légale du travail au niveau national en Allemagne, où ce point est négocié branche par branche par les seuls partenaires sociaux. La durée moyenne hebdomadaire effective est actuellement évaluée à 37,7 heures. Mercedes a imposé un plan d'économies de 500 millions d'euros par an, en rognant sur les avantages, en échange d'une garantie d'emplois.

VW vient pour sa part d'ouvrir un nouveau front social en demandant un gel des salaires pendant deux ans et davantage de flexibilité en vue de réduire les coûts de personnel de 30% d'ici 2011. En échange, les dirigeants du numéro un européen du secteur se sont dits également prêts vendredi à renoncer durant cette période à une revalorisation. Des négociations doivent s'ouvrir mi-septembre.

Le débat sur les 40 heures a été relancé par Siemens en juin. Le groupe a négocié le passage de 35 à 40 heures par semaine dans deux sites de fabrication de téléphones en Allemagne, contre l'abandon d'un projet de délocalisation de 2.000 emplois en Hongrie. Plusieurs groupes se sont depuis engouffrés dans la brèche: le voyageur Thomas Cook (détenu en partie par la compagnie aérienne Lufthansa), Continental, MAN, Bosch, ou les grands magasins Karstadt qui évoquent même une semaine de 42 heures.

Le secteur public n'est pas en reste. Le gouvernement veut faire passer le temps de travail des fonctionnaires fédéraux de 38,5 à 40 heures à partir d'octobre, tandis que plusieurs Etats régionaux ont entrepris de porter la semaine de travail de leur fonction publique à plus de 40 heures, comme la Bavière et la Hesse. (30/08/2004).

Journées d'actions : une vieille méthode pour empêcher la mobilisation des travailleurs

Alors que le gouvernement mène une politique de guerre sociale contre les travailleurs, les directions syndicales font preuve d'un silence assourdissant. Elles utilisent la vieille méthode des journées " d'actions " ou de " mobilisation ". Comme les travailleurs ne sont pas dupes quant à leur utilité, ils y participent très peu, ce qui permet aux directions bureaucratiques d'affirmer que les travailleurs ne sont pas " prêts " ou qu'il ne veulent pas lutter pour défendre leurs salaires, leurs statuts, leurs emplois, leurs retraites, etc.

En lançant des journées d'actions dispersées, avec des mots d'ordre flous et sans perspective concrète de

lutte, les bureaucraties syndicales jouent le jeu du gouvernement. En bouchant toute perspective d'unification des travailleurs, elles cherchent ainsi à les user et à les démotiver. En agissant de la sorte les syndicats ne remplissent plus leur rôle, c'est à dire celui d'unifier les travailleurs et d'organiser le rapport de force pour faire aboutir leurs revendications.

Cette attitude s'explique par le fait que les syndicats se situent dans le cadre de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) qui a été créée pour les intégrer à la politique de l'Union Européenne et mettre en place les différents traités notamment

celui de Maastricht.

Etant donnée la situation politique et économique, tout mouvement d'ampleur remettrait sérieusement en cause la politique libérale menée par l'Union Européenne et les institutions politiques des pays membres.

C'est pourquoi, dans toute l'UE, l'heure n'est plus aux journées d'actions, mais à la mobilisation unie de tous les travailleurs jusqu'à satisfaction des revendications.

Mathieu

Une croissance sans emploi !

« Une croissance sans emplois » c'est par ce doux euphémisme que les économistes qualifient la situation économique en particulier aux Etats-Unis et en France. D'après Alternatives Economiques de septembre 2004 « *la faiblesse des créations d'emplois -aux Etats-Unis- s'explique surtout par le niveau impressionnant des gains de productivité : +5% en 2002, +4% l'an dernier. Même si le rythme semble se ralentir ces derniers mois, l'économie américaine peut aujourd'hui produire plus avec moins de personne (ndlr : souligné par nous). Les entreprises investissent à fond dans les technologies économes en coûts salariaux. Et la faiblesse de l'emploi pèse sur le niveau du salaire horaire dans le secteur privé (...). Une situation qui fait le bonheur des entreprises et de leurs actionnaires : les profits après impôts ont augmenté de 13,8 % l'an dernier, après une hausse de 22,6% en 2002.* ».

Mais le capitalisme impérialiste est prisonnier d'une contradiction de fer car : «... la consommation , elle, en prend un coup : la très faible progression de l'emploi et des salaires (ndlr : comme en France) contraignent les revenus des ménages, qui dépense moins (...). Ce

qui a comme conséquence funeste pour les capitalistes de plomber la... croissance !

Baisser les coûts de productions et augmenter les taux de profits des patrons, tel était l'objectif central de la loi Aubry sur les 35 heures. D'après le gouvernement Jospin, il fallait assouplir - pour ne pas dire casser - le code du travail et le droit du travail afin de « permettre aux patrons d'embaucher des jeunes ». Allègre, ministre de l'éducation d'alors s'est aussi empressé de répondre aux exigences du marché. Il a accéléré la destruction-privatisation de l'enseignement public de l'école maternelle à l'université livrant ainsi des milliers de jeunes sans défense - ou sans diplôme - à la jungle du marché, de la galère, et « des petits boulots ». Allègre a donc accéléré et porté la casse du contenu national des diplômes -défini jusque là par les conventions collectives et le code du travail- via la mise en place dans les universités européenne du système 3/5/8 (pour licence, master, doctorat) et des ECTS : il appelait cela le processus de Bologne.

Les lois Aubry et les contre-réformes d'Allègre, tous deux ministres du gouvernement de collaboration de classe de Jospin, étaient profondément

lié et inséparable : elles avaient comme objectif de faire baisser les coûts de productions pour satisfaire le patronat français soucieux de maintenir ses taux de profits, ce qui impliquait pour lui d'être compétitif - en terme de coûts de production- sur le marché mondiale. Il fallait donc aussi s'assurer une « armée de réserve » de travailleur ou, plutôt, de travailleurs pauvres, sous payés et surexploité.

D'après Alternatives Economiques de septembre 2004 il y a aujourd'hui en France : 4 millions de chômeurs ; 2,9 millions de contrats précaires ; 1,2 millions de sous-emploi... « *La croissance est positive, l'économie repart et pourtant le chômage augmente et le nombre d'érémistes explose. Explication : les entreprises attendent que la reprise s'installe pour recruter* » (*Le Parisien* du Vendredi 1er octobre 2004). Mais comme les ménages consomment moins...

Par ailleurs, la spéculation sur l'or noir s'est vu renforcée par « *l'activité des spéculateurs qui, déçus par l'évolution des bourses, se sont repliés sur le marché pétrolier.* » (Alternatives Economiques, septembre 2004).

(Suite de la page 12)

favoriser l'accès aux universités aux étudiants issus des milieux les plus riches dans une perspective de privatisation/rentabilisation de l'enseignement supérieur.

Pour faire face à cette situation il faut exiger :

- la construction massive de logements en Cité U jusqu'à satisfaction des besoins
- l'augmentation du nombre et du montant des bourses afin de permettre à tous d'accéder à l'enseignement supérieur.

Contre la privatisation des universités : Abrogation des décrets d'application des ECTS/LMD, non au projet

d'autonomie des universités.

Mathieu

¹ Cette rentrée 70 universités sur 84 sont passées au système LMD et toutes y seront passées en 2005. En France il existe également le projet de la loi sur l'autonomie des universités qui cherche à mettre les universités en concurrence et qui est officiellement repoussé sans qu'aucune date ne soit avancée. Mais avec l'application des ECTS/LMD l'autonomie se met en place de fait.

² En 2003 le loyer moyen des appartements a augmenté de 10 % et devrait encore augmenter de 4,5% en 2004.

³ La mesure propose aux étudiants qui en ont les moyens d'acquérir un ordinateur portable moyennant un prélèvement mensuel de 30, 45 ou 60 euros sur 3 ans. Cette mesure favorise les banques qui recevront des taux d'intérêts de 3,75 % payés par les étudiants, et les constructeurs informatiques.

Rentrée universitaire sur fond de précarité étudiante

Une fois encore les étudiants voient leurs conditions de vie et d'étude se dégrader au cours de cette rentrée. La dernière étude d'ampleur réalisée par l'OVE (Observatoire de la vie étudiante) en 2000, révélait déjà que plus de 100 000 étudiants vivaient en dessous du seuil de pauvreté et que plus 800 000 d'entre eux travaillaient en même temps qu'ils étudiaient.

Tout le monde constate que depuis cette date la précarité étudiante a significativement augmenté et que la rentrée 2004 est particulièrement catastrophique. Par exemple, l'année dernière les centres d'accueils du secours populaire ont reçu 21000 jeunes de moins de 25 ans dont la plupart était des étudiants, ce qui représentait déjà une hausse importante par rapport à l'année précédente. Cette détérioration des conditions de vie des étudiants n'est pas une surprise ; c'est la conséquence directe des politiques menées par les gouvernements successifs en matière d'enseignement supérieur.

Ces politiques, qui s'inscrivent dans la logique de la mondialisation capitaliste, vise à privatiser et à rentabiliser l'enseignement supérieur via l'application des directives de l'OMC et du FMI qui ont défini l'éducation comme le " marché du XXI ème siècle. A échelle européenne ces politiques se mettent en place à travers les ECTS/LMD¹. L'Etat se désengage financièrement des CROUS et réduit ses dépenses en matière d'enseignement supérieur.

Même si le budget 2005 de l'enseignement supérieur est de 9,4 milliards d'euros ce qui représente une hausse de 3 % par rapport à 2004, il toutefois faut relativiser cette hausse. En effet, le nombre d'étudiants a augmenté de 1,2% cette année et cette hausse fait suite à plusieurs années consécutives de baisse.

Ainsi les étudiants subissent directement la hausse des frais d'inscriptions, la hausse des loyers, la hausse de l'alimentation (que ce soit dans les Restos U ou dans les supermarchés), et de manière plus

générale l'augmentation du coût de la vie. Les étudiants issus des milieux les plus modestes sont les plus touchés et ils ont de plus en plus de mal à accéder aux seconds cycles universitaires.

Les frais d'inscriptions ont augmenté cette année en moyenne de plus de 4 %, mais de beaucoup plus dans certaines universités. Par exemple à Paris 3 les frais d'inscriptions sont passés de 141 à 190 euros en un an. Le prix du ticket de restaurant universitaire a augmenté de 5 centimes, ce qui représente une hausse de plus de 10 % sur trois ans, si l'on ajoute les augmentations des deux années précédentes.

En ce qui concerne le logement, les étudiants subissent de plein fouet l'explosion du prix des loyers² et la pénurie de logement en Cité U ne permet pas de répondre aux besoins des étudiants. Que ce soit en région parisienne ou dans les autres villes universitaires beaucoup d'étudiant ne trouvent tout simplement pas où se loger. Même le ministre admet que *dans deux tiers des villes universitaires l'offre publique est insuffisante.*

En effet, pour 2 282 000 étudiants il n'y a que 150 000 chambres dans les Cités U, dont près de la moitié ont besoin d'être restaurées. Seuls 7 % des étudiants sont logés en Cité U. A Paris, la pénurie est telle que le CROUS n'attribue des chambres qu'à partir du deuxième cycle universitaire, et que moins de 2 % des étudiants sont logés en Cité U. Le ministre affirme également qu'un partie du problème vient du fait que le nombre d'étudiants étrangers logés en Cité U est passé de 15000 à 34000 en cinq ans. Or beaucoup d'étudiants étrangers connaissent non seulement de grandes difficultés économiques mais également des problèmes de papiers et administratifs, ce qui favorise leur marginalisation.

En ce qui concerne les bourses, la situation est également critique. Actuellement le montant de la bourse la plus élevée, c'est à dire le cinquième échelon, est de moins de 400 euros par mois alors que le seuil

de pauvreté fixé par l'OCDE est de 600 euros.

Face à cette situation le ministère n'a annoncé aucune mesure permettant aux étudiants les plus touchés par la précarité de voir leur situation s'améliorer.

En ce qui concerne le logement, cette année, seuls 1100 logements étudiants ont été construits. Le gouvernement ne devrait en construire que 4000 pour la rentrée prochaine alors que le nombre de dossiers refusés s'élève à près de 250 000, sans compter ceux qui ne tentent même pas leur chance. Le ministre a annoncé un plan de construction de 50 000 logements et de restauration de 70 000 autres dans les dix ans à venir.

Au-delà du fait que ces chiffres ne permettent pas de résoudre la situation et que ces objectifs ne seront sûrement pas respectés, il faut souligner que ces opérations de restauration ou de construction ne se font pas sur la base de chambre dont le prix est fixé nationalement, comme c'est la cas actuellement. Il s'agit de logements plus chers et qui ne sont donc pas accessibles aux étudiants qui en ont le plus besoin.

Enfin en ce qui concerne les bourses, alors que leur nombre et leur montant sont très largement insuffisants le ministre annonce qu'il va octroyer quelques bourses au mérite supplémentaires. Une refonte de système de bourses est également à l'étude.

Dans ce contexte la " mesure phare " du ministre Fillon annoncée lors de la conférence de presse de cette rentrée apparaît complètement décalée par rapport aux nécessités réelles des étudiants. Au lieu de prendre des mesures pour répondre à cette situation alarmante, le ministère de l'éducation nationale a lancée le 28 septembre une opération visant à favoriser l'acquisition d'ordinateurs portables par les étudiants, " au prix d'un café par jour " ³.

Ces mesures montrent la vraie nature des réformes en cours. Il s'agit de

(Suite page 11)



Élections aux Etats-Unis : l'Iraq divise l'impérialisme yankee

En novembre prochain, il y aura des élections présidentielles aux Etats-Unis. Les principaux candidats sont l'actuel président républicain George Bush (qui va se présenter à nouveau) et le sénateur démocrate John Kerry. Le vote aura lieu en pleine crise profonde de l'occupation militaire de l'Iraq, suite à une résistance civile et militaire massive. Cette crise, de fait, touche l'ensemble de la politique extérieure de l'impérialisme yankee et s'étend aussi aux USA mêmes. Ce n'est pas par hasard que ce sujet est au centre du débat électoral.

La question est qu'après une victoire militaire initiale rapide, et de manière inattendue pour les analystes militaires et politiques de l'impérialisme, les troupes d'invasion ont fait face à une résistance civile et militaire dure et croissante qui a unifié les deux secteurs principaux du peuple iraquien (chiïtes et sunnites). Selon les informations journalistiques, la résistance militaire mène déjà une moyenne de 60 attaques quotidiennes qui ont déjà provoqué la mort de plus de mille soldats yankee, un chiffre que soulignent avec effroi tous les quotidiens et journaux télévisés des Etats-Unis.

Et la situation n'a pas changé après l'arrivée du nouveau gouvernement en Iraq qui a eu lieu en juin dernier, arrivée présentée comme une avancée vers l'"autonomie" iraquienne. Le nouveau gouvernement n'a pas plus de soutien populaire que le précédent et continue à être une "marionnette" soutenue par les troupes d'occupation. Pour la majorité du peuple iraquien, aussi bien le nouveau gouvernement que les occupants militaires sont des ennemis. C'est pourquoi, selon les rapports, le nombre d'attaques militaires a augmenté de 20% depuis juin. Jusqu'aux joueurs de l'équipe iraquienne de football (très performante lors des olympiades d'Athènes) ont fait échouer la tentative de Bush de les utiliser politiquement (comme "les représentants d'un nouveau pays libre") et ils ont réclamé le retrait des troupes américaines de leur pays.

Un succès éphémère

Face à cette réalité, les yankees ont répondu en essayant de renforcer leur offensive militaire sur les bastions de la résistance, avec une répression massive qui inclut la détention de milliers de "suspects", dont beaucoup sont torturés et même assassinés dans les prisons, dans une tentative de "casser" la résistance. Mais ces faits parviennent seulement à augmenter la haine du peuple iraquien, ainsi que la réprobation internationale et à l'intérieur même des Etats-Unis.

Dans ce cadre, à l'occasion d'une offensive sanglante, les troupes d'occupation ont repris la ville chiïte de Najaf, sous contrôle des milices du chef religieux Al Sadr qui a ouvert des négociations pour désarmer son organisation militaire (promesse qu'il avait déjà faite avant mais qu'il n'avait pas respecté). La reddition de la ville et les négociations ont eu le soutien de l'autorité religieuse chiïte suprême, l'ayatollah Ali Sistani, qui s'est rendu personnellement à Najaf. Il y a là un indice du caractère bourgeois et des profondes hésitations de la direction religieuse chiïte dans l'affrontement avec l'impérialisme. C'est pourquoi le danger existe toujours que cette direction, ainsi que la direction - également bourgeoise - du secteur sunnite, essayent de désarmer la résistance, pactisent avec les yankees et leur permettent de reprendre un contrôle plus strict du pays. Il s'agirait évidemment d'une nouvelle situation.

Mais tout indique que ce n'est pas la situation actuelle. Il semble qu'il reste de véritables "zones libérées" dans les régions sunnites, spécialement dans le triangle formé par les villes de Fallujah, Bakuba et la zone nord de Bagdad, la capitale du pays. Des média journalistiques informent que le pouvoir effectif du président marionnette Yiad Alawi ne s'exerce que sur "la moitié de Bagdad". Les troupes d'occupation ne sont pas non plus parvenues à assurer une protection effective de la production pétrolière et des oléoducs qui la transportent. Cela tant dans le sud du pays, une zone qui est principalement chiïte, que dans le nord, dans la région de Mossoul et de Kirkuk où se trouve l'oléoduc qui passe par la

Turquie.

Le monde contre Bush

D'autre part, le rejet de la politique de Bush et de l'occupation militaire de l'Iraq est très massif au niveau de l'opinion publique mondiale. C'est ce qui ressort de l'enquête réalisée dans plusieurs pays pour savoir comment les gens voteraient s'ils avaient la possibilité de participer aux élections présidentielles aux Etats-Unis : Bush perdrait par knock-out.

La dernière grande mobilisation a eu lieu en Grèce, pendant les Jeux Olympiques d'Athènes, contre la visite de Collin Powell, le Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de George Bush. Cette manifestation l'a contraint à annuler cette visite. Pendant la marche, des banderoles ont été accrochées à l'Acropole et au Parthénon (centre de l'ancienne ville), banderoles qui disaient : "Powell assassin, go home !".

Les "explications" de Bush

La réalité a été bien différente de ce que Bush avait prévu et promis au monde et au peuple américain. Ses "justifications" seraient risibles, si sa politique ne signifiait pas la mort de milliers de personnes : "*Il résulte que, suite à une victoire rapide et décisive, nous faisons face à des conditions sur le terrain qui ont été différentes de celles que nous avons assumé au début (...). Quand tout indiquait que Saddam allait tomber, les gens ont déposé les armes. En réalité ils ne l'ont pas fait. Ce qu'ils ont déposé a été leur volonté de combattre et ils se sont simplement dispersés vers l'intérieur du pays. Maintenant ils ressurgissent.*" (New York Times, 30/8/04). Autrement dit, "nous avons des problèmes parce que nous avons gagné trop vite".

Ensuite, interviewé au cours de l'émission de télévision *Today* de la chaîne NBC, il a été un peu plus sérieux : "*Je ne crois pas qu'on puisse gagner la guerre contre le terrorisme. Il s'agit de créer des conditions*

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

pour obtenir un monde plus sûr pour nos enfants ". Ainsi, il a essayé de justifier les problèmes rencontrés en Iraq, et anticipé le fait que la "guerre contre le terrorisme" devrait continuer pendant des décennies.

Problèmes intérieurs

Les choses se sont compliquées pour Bush, non seulement en Iraq mais aussi à l'intérieur des Etats-Unis. Après un important soutien initial à l'invasion, actuellement moins de la moitié de la population américaine soutient la politique de Bush et 54% croit que *"la guerre en Iraq ne vaut pas la peine"*, selon une enquête de Gallup. Cela se voit dans la manifestation récente, de centaines de milliers de personnes, à New York. Bien qu'elle ait aussi été appuyée par les démocrates à des fins électorales, elle a été beaucoup plus une marche anti-Bush et anti-guerre qu'une marche de soutien à Kerry. La marche a été très combative (il y a eu des centaines de détenus) et beaucoup de manifestants ont brandi des affiches qui disaient : *"Soutenez nos troupes ! Ramenez les à la maison !"*.

Une autre expression de cette opposition s'est formé à travers le groupe IVAW (Iraq Veterans Against the War - Vétérans de l'Iraq contre la guerre) qui s'ajoute aux organisations déjà existantes d'anciens combattants et parents de soldats qui s'opposent à l'invasion. Ce groupe, constitué de vétérans de l'Iraq et de l'Afghanistan et de soldats d'active, a déclaré *"qu'il s'engage à sauver des vies et à en finir avec la violence en Iraq, en combattant pour un retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation"*.

De graves problèmes militaires dans un pays envahi, le rejet international, l'opposition aux Etats-Unis même, avec une polarisation croissante du peuple américain à cause de la politique de Bush en Iraq... La combinaison de ces éléments fait que c'est désormais un lieu commun de comparer la situation actuelle de l'Iraq à celle du Vietnam.

En 1975, la guerre du Vietnam, pays du sud-est asiatique, a été la première défaite militaire subie par l'impérialisme yankee. La situation en Iraq est devenue le principal facteur d'usure de l'administration Bush. Sous cet aspect, la position du président américain peut se comparer à celle de ses principaux alliés européens : la défaite électorale de l'Espagnol Aznar, et l'affaiblissement dont sont victimes le Britannique Blair et l'Italien Berlusconi.

Deux hommes de l'impérialisme

L'actuel gouvernement américain et la direction des républicains sont dominés par des groupes influencés idéologiquement par l'extrême droite politique et religieuse, qui présentent la situation mondiale comme "une lutte entre le bien et le mal". Evidemment, les Etats-Unis et le capitalisme incarnent le "bien".

Le parti démocrate ne se nourrit pas de ces sources idéologiques. Il compte même, historiquement, avec une importante participation des minorités noire et hispanique, des homosexuels et des syndicats. Mais ce serait un erreur complète d'espérer qu'un triomphe de Kerry change les choses, en Iraq et dans d'autres domaines. Lamentablement, cet espoir est entretenu par plusieurs organisations de gauche et "progressistes" aux Etats-Unis comme dans le monde. Toutes ces organisations appellent à voter pour le candidat démocrate.

Les démocrates sont un parti impérialiste comme les républicains. C'est pourquoi, ils défendent et défendront le système impérialiste des toutes leurs forces. Rappelons que c'est le président démocrate Lyndon Johnson qui initia l'intervention américaine au Vietnam et que d'autres présidents de ce parti appuyèrent et impulsèrent de nombreux et sanglants coups d'Etat militaires en Amérique Latine et dans le monde.

Mais arrêtons nous sur les positions de Kerry lui-même, approuvées par le comité directeur démocrate. Avant l'invasion en Iraq, il a critiqué Bush pour ne pas avoir agi assez rapidement et aussi pour *"ne pas avoir envoyé les forces suffisantes pour accomplir la mission"*. Il se présente maintenant comme quelqu'un de *"capable de sauver l'occupation manquée de l'Iraq"*, et sa proposition est *"d'augmenter l'effort militaire et l'envoi de troupes"*.

De plus, en disant : *"Avec Kerry comme commandant en chef, nous ne devons jamais attendre pour agir à l'étranger quand notre sécurité est en jeu"*, les démocrates ont critiqué Bush pour ne pas avoir répondu militairement à la fabrication d'armes nucléaires par la Corée du Nord ou à la menace de l'Iran de sa lancer dans la fabrication de telles armes. Il est clair que c'est une illusion de croire que, s'il gagnait les élections, Kerry en finirait avec l'invasion de l'Iraq ou qu'il ne se lancerait pas dans de nouvelles agressions contre d'autres pays.

En même temps, comme l'ex-président

démocrate Bill Clinton, Kerry a été un grand défenseur des nouveaux outils de pillage impérialiste en Amérique latine, comme l'ALENA et la ZLEA.

Au niveau de la politique intérieure, se gardant de heurter certaines bases traditionnelles de l'électorat démocrates, il se différencie sur certains thèmes, comme l'avortement. Pourtant, en tant que sénateur, Kerry a soutenu le USA PATRIOT ACT (qui restreint les droits civils des citoyens américains sous prétexte de "terrorisme") et les coupes budgétaires dans l'éducation et la santé publiques, ce qui affectent les travailleurs et les secteurs les plus pauvres de la population. Ce n'est pas par hasard que dans la presse on l'appelle parfois le candidate "me-too" (moi aussi) à cause de ses grandes convergences avec Bush.

Les différences

Pourquoi alors, s'ils sont tellement semblables, y a-t-il des secteurs impérialistes qui préfèrent Kerry ? Pourquoi alors, promouvoir un changement de garde présidentielle ? La réponse, il faut la chercher dans ce que nous avons déjà vu : les problèmes très graves en Iraq et, plus généralement, les problèmes qui ont leur origine dans la manière de Bush de mener la politique internationale.

Il s'agit plutôt de **comment faire face à la montée et à la résistance contre les agressions impérialistes. Bush et Kerry n'ont pas de divergences stratégiques, mais bien quelques divergences tactiques pour faire face à la nouvelle réalité.** Et autour d'elles la bourgeoisie impérialiste yankee se divise et se polarise. Par exemple, le célèbre financier George Soros et l'influent quotidien le New York Times critiquent la politique *"unilatérale"* et *"suicidaire"* de Bush. Ils le voient comme quelqu'un "qui risque tout" et qui pourrait les mener à un "nouveau Vietnam". Kerry, au contraire, serait l'expression d'une tactique plus prudente et défensive, qui chercherait des alternatives négociées avec l'ONU, les puissances impérialistes européennes, etc..

Un autre aspect important est que des secteurs de la bourgeoisie américaine craignent que Bush soit trop usé et affaibli, sur le plan intérieur et extérieur, pour pouvoir défendre avec efficacité les intérêts économiques et politiques de l'impérialisme yankee. Ils préfèrent une nouvelle figure, plus prestigieuse, pour gérer les difficiles problèmes en suspens et spécialement la situation en Iraq. Comme dirait Kerry lui-même : "moi je peux faire

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

mieux". Pour les deux aspects, ce secteur de l'impérialisme veut un nouveau Clinton : quelqu'un plus populaire et prestigieux, et à la fois plus flexible.

Les résultats possibles

Les enquêtes montrent des tendances électorales changeantes. Après une période où Kerry avait l'avantage, une "égalité technique" s'est produite entre les deux candidats et les dernières enquêtes indiquent un certain avantage pour Bush. Ce qui est certain, c'est que la campagne devient de plus en plus "sale". Des secteurs proches de Bush ont mis en question, à travers des publicités télévisuelles et par Internet, le passé militaire de Kerry, jusqu'à présent considéré comme un "héros du Vietnam", ce qui a eu un impact dans les intentions de vote. Les démocrates ont répondu en accusant Bush d'être un de ces "fils à papa" qui ont évité de partir au Vietnam avec l'aide de leur père millionnaire.

Actuellement, il est impossible de prédire le résultat de novembre. Mais nous pouvons analyser certaines hypothèses et leurs possibles conséquences. **Une défaite électorale de Bush** aurait probablement une signification semblable à celle de l'Espagnol Aznar face à Zapatero : **une victoire déformée des masses qui ferait pression pour obtenir des changements dans la politique extérieure yankee**, chose que Kerry essaierait certainement d'atténuer par des manœuvres, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Au contraire, un triomphe de Bush pourrait être à l'origine de deux scénarios différents. Le consisterait à maintenir à tout prix sa politique et il est possible que, du fait de la résistance en Iraq, il doive faire face à une opposition de masses comme il n'y en a pas eu aux Etats-Unis depuis les années 70 (contre le président Nixon et la guerre du Vietnam). La gigantesque mobilisation de New York est un signal important en ce sens, et montre le rejet croissant de la politique de Bush par de larges secteurs. Le second est que ce soit lui-même qui modifie en partie sa tactique et qu'il se rapproche de ce que lui proposent les secteurs impérialistes qui le critiquent, en accord avec les changements qui se sont produits depuis 2001.

Ces variantes, ou d'autres, seront tranchées que dans le futur. Mais **quel que soit le vainqueur de ces élections, il agira comme un ennemi des travailleurs et des peuples du monde**. Quel que soit le vainqueur de ces élections, il nous faudra poursuivre la lutte contre lui et redoubler notre soutien à la résistance du peuple

iraquien.

D'autres candidats

Avec beaucoup moins d'espace dans les médias, d'autres candidats se présentent aux élections de novembre. Parmi eux, il y a David Cobb du Parti Vert, qui présente sa candidature comme opposée à Bush mais non Kerry, à un tel point qu'il a déclaré que, s'il n'était pas candidat lui-même, "il voterait pour Kerry". Autrement dit, une alternative qui n'en est pas une.

D'autre part, plusieurs organisations de gauche soutiennent la candidature de Ralph Nader, une figure indépendante de "gauche", dans le sens large qu'on donne à cette définition aux Etats-Unis. Nader s'était déjà présenté aux élections précédentes. Comme candidat vice-président, il est accompagné par Peter Camejo, ancien dirigeant trotskiste et actuellement chef d'une PME en Californie. Cette formule ne présente pas un caractère de classe : par exemple, sa page web occulte le passé trotskiste de Camejo et souligne sa position actuelle de "chef d'entreprise préoccupé par les problèmes sociaux".

De toute façon, nous croyons qu'il s'agit d'une proposition progressiste parce qu'elle présente une alternative contre les deux grands partis impérialistes et parce qu'elle se prononce clairement contre l'occupation de l'Iraq et pour le retrait immédiat des troupes yankees.

Le paradis capitaliste ?

Il est indiscutable que, sur la base du pillage des richesses dans le monde entier, les Etats-Unis sont la plus grande puissance économique de la planète. Sur cette base, la presse et la propagande impérialistes veulent nous le montrer les Etats-Unis comme "le paradis capitaliste", la terre où "tous les rêves sont possibles". La réalité, toutefois, s'éloigne chaque jour de plus en plus de cet image.

Les dernières études indiquent que 12,5 % de la population américaine vit sous le seuil de pauvreté. Cela veut dire qu'il y a près de 36 millions de pauvres, un chiffre qui croît de manière constante depuis l'année 2000. D'autre part, si on considère que le chômage n'atteint que 4,2 %, cela veut dire qu'il existe un important secteur qui bien que travaillant demeure pauvre, ce qui s'explique par la détérioration de la qualité des emplois au cours des dernières années, tant au niveau des salaires que dans la précarité.

Les chiffres s'aggravent encore si nous

analysons les minorités hispanique et noire, chez lesquelles la pauvreté atteint presque 22 et 23 % respectivement. Dans ces Communautés, la pauvreté infantile dépasse 30 % et c'est là qu'on retrouve la majorité des presque des 6 millions d'enfants qui vivent directement dans l'indigence. C'est-à-dire, pas loin de mourir de faim ou de maladies. En même temps la quantité de gens "sans domicile" qui, par milliers, dorment dans les rues des grandes villes augmente de plus en plus.

Le tableau de la situation est encore plus grave si nous considérons les coupes budgétaires constantes, dans les différents Etats. Coupes qui affectent le financement des refuges collectifs pour les "sans domicile", les subventions que l'état paye aux propriétaires qui louent à ceux qui ne peuvent pas supporter un loyer normal, l'éducation et la santé publiques, utilisées par les secteurs à bas revenu.

Ces coupes budgétaires contrastent avec le milliard de dollars que dépenseront les républicains et les démocrates à l'occasion de leurs campagnes électorales, ou avec les dizaines de milliards de dollars que coûte l'occupation de l'Iraq.

Les chiffres de pauvres ou "sans domicile" peuvent paraître petits en comparés à ceux de l'Amérique Latine ou de l'Afrique. Mais il s'agit du pays le plus riche de la Terre ! Il est donc évident qu'un tel paradis n'existe pas. Même Etats-Unis, est valable la "loi de la misère croissante", de Marx s'applique.

Un autre fait qui vient réfuter ce supposé "paradis" est le caractère profondément antidémocratique du système électoral. Le vote n'est pas obligatoire et les élections ont lieu un jour ouvrable. Cela veut dire que, si un travailleur veut voter, il doit perdre deux jours de travail sans salaire, un jour pour s'inscrire comme électeur et un autre le jour des élections. C'est ainsi que, lors des élections présidentielles de 2000, seulement 40% des personnes en âge de voter ont participé au scrutin. Evidemment, parmi les votants, prédominent les couches moyennes et la participation de la classe ouvrière et des pauvres est bien moindre. Les millions d'immigrants latino-américains qui travaillent depuis des années dans le pays, mais qui n'ont toujours pas obtenu la citoyenneté américaine ne peuvent pas voter. Sans parler des millions d'immigrants "illégaux" qui forment la couche la plus basse et la plus exploitée de la classe ouvrière.

En outre, le président n'est pas choisi directement par les électeurs mais à travers

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

un système indirect de "grands électeurs" qui forment le "collège électoral". Chaque parti obtient tous les "électeurs" des états dans lesquels il a gagné (par exemple, New York ou la Californie), qu'il importe s'il gagné par une voix de majorité ou un million, et parti perdant reste sans aucun

électeur. Aux élections de 2000, par exemple, Bush a obtenu moins de voix que son opposant démocrate (Al Gore), mais il a quand même été désigné président du pays. Autrement dit : peu votent, et en plus, on ne respecte pas toujours leur volonté. Il s'agit d'une façon profondément antidémocratique de d'élire quelqu'un dont

les décisions vont affecter non seulement tous les Américains mais des milliards de personnes dans le monde entier.

Argentine : Pour la libération immédiate des travailleurs du pétrole emprisonnés à Caleta Olivia !

Quarante quatre femmes et hommes sont poursuivis, dont 6 sont incarcérés de façon préventive par le gouvernement Kirchner aux ordres des multinationales du pétrole. Ces militants sont : Hugo Iglesias, Jorge Mansilla, Elsa Orozco, Mauricio Penacho, Selva Sánchez et Marcela Constancio ; leur détention peut durer jusqu'à 8 mois en attendant leur procès.

Pour avoir imposé la création d'emplois par la lutte des travailleurs de Caleta Olivia, ils sont accusés d'"entrave à l'activité économique", ce qui est proche du délit de "subversion". Ils encourent des peines de 2 à 16 ans de prison.

Cette accusation et ces arrestations font suite à l'occupation d'un site de stockage pétrolier Termap, en Patagonie, site appartenant aux multinationales Repsol, Pan American et Vintage Oil.

De plus, Caleta Olivia se trouve dans la province de Santa Cruz, fief de Kirchner.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement Kirchner veut faire un exemple en poursuivant ces militants car il cherche à reprendre en main l'Argentine suite à l'explosion révolutionnaire de décembre 2001.

La criminalisation des luttes est un des moyens de cette reprise en main, c'est une

méthode de répression qui tend à se généraliser dans le monde entier.

Chacun comprendra donc l'importance l'amplification de cette campagne pour les militants poursuivis comme pour l'ensemble du mouvement ouvrier : "une injustice faite à un est une injustice faite à tous."

Les premières prises de position en direction de l'Ambassade ou du Consulat d'Argentine à Paris ont permis de rassembler plusieurs dizaines de signatures individuelles ou d'organisations en quelques jours.

La campagne doit maintenant trouver un nouveau rythme au plan international.

A ce stade, le mieux est d'envoyer vos prises de position directement aux autorités argentines par courriers électroniques.

Envoyer la pétition ci-dessous par e-mail aux adresses suivantes :

secretariageneral@presidencia.gov.ar
governador@scruz.gov.ar
camarasegundacirc@mcoliviva.com.ar
jrecursos@mcoliviva.com.ar

Bien sûr les moyens utilisés jusqu'ici restent valables :

Ambassade d'Argentine à Paris :

Fax 01 45 53 46 33
Consulat d'Argentine à Paris :
Fax 01 44 34 22 09 - e-mail :
consulat.argentine@noos.fr

Faire parvenir une **copie séparée** de votre signature à :
ftccaletaolivia@yahoo.com.ar

apido.gsi@wanadoo.fr

Plus d'informations sont disponibles sur les sites suivants :

Argenpress
<http://www.argenpress.info/nota.asp?num=014803>
Indymedia
<http://argentina.indymedia.org/>

- **Al Presidente de la Nación Argentina, Dr. Nestor Kirchner**
- **Al Gobernador de la Provincia de Santa Cruz, Sergio Edgardo Acevedo**
- **Al Juez de Instrucción, Marcelo Martín Bailaque**

Los abajo firmantes nos manifestamos contra la criminalización de los reclamos sociales en Argentina. En consecuencia, exigimos la inmediata libertad y el no procesamiento de los trabajadores de Caleta Olivia apresados por reclamar trabajo.

Les soussignés se prononcent contre la criminalisation des luttes sociales en Argentine. En conséquence, ils exigent la libération immédiate des travailleurs de Caleta Olivia emprisonnés pour avoir demandé du travail, ils exigent l'abandon des